



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 31/12/2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIERIE DU VAL DE SEVRE

Zone Artisanale
1 Impasse du Monteil
79400 Auge

Références : 0100067465/2025/421
Code AIOT : 0100067465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement SCIERIE DU VAL DE SEVRE implanté 1 Impasse du Monteil – 79400 Augé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu des nuisances occasionnées au voisinage concernant les odeurs, fumées et envols de poussières, la SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN avait été mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 3.4 (propreté) et 6 (air-odeur) de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration. Les activités de scierie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de restriction temporaire des activités afin de limiter les impacts sonores sur les riverains.

Dans le cadre la cession de ses activités à deux entités différentes, la SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN

étant dissoute, l'arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de cette société n'est plus en vigueur. Le repreneur de l'activité de scierie, SCIERIE DU VAL DE SEVRE., a conduit des premières actions et a surtout modifié les conditions d'activités susceptibles de créer des nuisances au voisinage pour limiter leur impact. L'objet de la présente visite est de faire un point sur la situation de cette nouvelle entité SCIERIE DU VAL DE SEVRE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE DU VAL DE SEVRE
- 1 Impasse du Monteil – 79400 Augé
- Code AIOT : 0100067465
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN regroupait initialement une scierie dénommée «Scierie du Val de Sèvre» et une activité de fabrication d'emballages légers en bois dénommée «Emballages MARTIN». Le site était une ICPE soumise à déclaration au regard des rubriques 2910 (installation de combustion), 2410 (travail du bois), 1532 (stockage de bois). Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024 relatif notamment à la mise en conformité réglementaire des émissions sonores et à la réduction des émissions de poussières. Les activités de scierie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de restriction temporaire des activités afin de limiter les impacts sonores sur les riverains.

Dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire de la SAS ETS MARTIN, les deux entités ont été reprises séparément. Les deux sociétés constituent dorénavant deux AIOT distincts.

L'entreprise dénommée SCIERIE DU VAL DE SEVRE a repris les activités de production d'emballages en bois en décembre 2024. Le nouvel exploitant de la société SCIERIE DU VAL DE SEVRE a procédé au changement d'exploitant.

Le site emploie 12 salariés et 3 intérimaires.

Il fonctionne de 7h à 17h.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/07/2024	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Bruit, vibrations et surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1 (a) et 8.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets	Arrêté Ministériel du	Avec suites,	Demande de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	atmosphériques, poussières	05/12/2016, article 3.4 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
4	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant SCIERIE DU VAL DE SEVRE doit finaliser la mise à jour de sa situation administrative en précisant par rubrique de la nomenclature les capacités propres au site de scierie, **par télédéclaration de modification au titre des droits acquis** (bénéfice de l'antériorité), notamment pour les rubriques 1532 (stockage de bois) et 2410 (travail du bois).

Depuis la reprise du site, l'exploitant a engagé des travaux en priorité en matière de limitation du bruit et des envols de poussières. L'exploitant doit procéder aux vérifications périodiques de ces paramètres.

Concernant la plainte pour bruit et poussières des riverains, il maintient en place une organisation du travail différente (activités en horaires de jour, horaires dédiés aux activités les plus bruyantes).

Au regard de l'évolution de la situation du site depuis l'étude acoustique de 2023, l'exploitant doit mettre à jour les priorités d'actions en établissant un programme détaillé de travaux avec des échéances de réalisation en vue de la rédaction d'un arrêté de prescriptions spéciales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/07/2024
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/03/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Régularisation de la situation administrative du site

Constats :

La SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN (initialement composée d'une scierie dénommée « Scierie du Val de Sèvre » et d'une activité d'emballage dénommée « Emballages MARTIN »), était spécialisée dans la fabrication de paniers, bourriches, caisses, coffrets et divers emballages en bois. Le site était une ICPE soumise à déclaration par la preuve de dépôt n° A-1-H74TDXDPA du 21/04/2021 (régularisation au titre du bénéfice des droits acquis), au regard des rubriques 2910 (installation de combustion), 2410 (travail du bois), 1532 (stockage de bois).

Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024 relatif notamment à la mise en conformité réglementaire des émissions sonores et à la réduction des émissions de poussières. Les activités de scierie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de restriction temporaire des activités afin de limiter les impacts sonores sur les riverains.

Dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la SAS ETS MARTIN ouverte par le Tribunal de Commerce de Niort en juin 2023, celui-ci a prononcé, en date du 11 juin 2024, la prolongation de la période d'observation de la Scierie du Val de Sèvre jusqu'en décembre 2024.

L'activité de scierie a été reprise en décembre 2024.

Par télédéclaration du 29/05/2025, le nouvel exploitant a procédé au changement d'exploitant (preuve de dépôt n°A-5-1IR1CP8OD du 26/05/2025) pour une ICPE soumise à déclaration au titre des rubriques 2410 (travail du bois) et 1532 (stockage de bois).

Selon l'exploitant, le stock de bois (brut et scié) sur site est de 1300 m³, ce qui correspond au régime de la déclaration pour la rubrique 1532.

Il a mis en place une barrière en entrée de site pour les accès et les horaires des camions de livraison.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant régularise la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature (avec leurs capacités, volume, puissance...) propres à la scierie, **par télédéclaration de modification au titre des droits acquis (bénéfice de l'antériorité)**, notamment pour :

- rubrique 1532 : l'exploitant déclare le volume de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A susceptible d'être stocké ;

- rubrique 2410 : l'exploitant déclare la puissance maximum de l'ensemble des machines [fixes] pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation.

Les machines à prendre en considération sont celles dédiées à la « première transformation du bois » (découpe de bois ronds par sciage, déroulage, tranchage ou broyage) et celles dédiées à la « deuxième transformation du bois » (opérations complémentaires d'usinage, d'assemblage, de traitement ou de finition utilisant les produits issus de la première transformation du bois).

L'exploitant transmet notamment un plan parcellaire et un plan à jour du site, précisant la localisation des activités ICPE, en appui de cette mise à jour de situation administrative.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bruit, vibrations et surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 8.1 (a) et 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits émis par les installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.1 - L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau de l'article 8.1 de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines ICPE soumises à déclaration, dans le cas présent pour la rubrique 2410 (travail du bois).</p> <p>8.3 - Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 10 novembre 2023, la société ACOUSTEX a établi un rapport d'évaluation et d'analyse des niveaux acoustiques mesurés en juin 2023, avec des propositions de réduction de l'impact sonore des ETS MARTIN. Dans sa conclusion, ACOUSTEX précisait que : "pour la période nocturne, l'atteinte de la conformité réglementaire sur cette période, avec un fonctionnement complet des différentes activités semble utopique. En ce qui concerne la période diurne, l'objectif est de réduire fortement l'impact sonore sur le voisinage et de s'approcher de la conformité réglementaire pour l'ensemble des points".</p> <p>ACOUSTEX avait proposé les travaux prioritaires à envisager pour réduire l'impact sonore sur l'ensemble des habitations voisines (dont notamment réduire le bruit à la source sur les activités suivantes : tronçonneuse, broyeurs, écorçage, sciage... et ensuite le reste des installations).</p> <p>Les 4 tranches de travaux alors proposées par ACOUSTEX sont à redéfinir au regard du partage du site Ets MARTIN en deux sociétés distinctes.</p> <p>Par ailleurs, la liquidation judiciaire finale a conduit à la reprise séparée de la société SCIERIE DU VAL DE SÈVRE. Ainsi, l'arrêté de mise en demeure tombe au regard du changement d'exploitant mais l'arrêté de restriction d'usage reste en vigueur.</p>

Par courrier du 06/06/2024, le repreneur s'était alors engagé à respecter les mesures de restriction et à réduire le niveau sonore émis à l'extérieur des bâtiments.

Depuis la reprise, les horaires de fonctionnement des installations sont de 7 h 00 à 17 h 00 les jours ouvrés. Les activités de week-end et jours fériés restent suspendues.

Depuis la visite de mars 2025 (constats de suppression de la table vibrante en extérieur et d'édification d'un bâtiment lourd autour du broyeur), l'exploitant indique avoir conduit quelques travaux d'aménagement ou d'améliorations machines supplémentaires et avoir repris contact avec ACOUSTEX afin de définir les actions restant nécessaires avant une nouvelle campagne de mesures sonores.

Il n'a pas conduit l'ensemble des actions envisagées dans le courrier du 06/06/2024 :

- Isolation phonique de façades sud et ouest du bâtiment principal incluant condamnation de la porte : non réalisée ;
- encapsulation de la zone de mise à longueur de la scie à paquet : non réalisée. Selon l'exploitant, cette disposition ne sera finalement pas techniquement possible. Il indique restreindre les horaires de fonctionnement 3h / jour de 9h30 à 12h30 et avoir ajouté un silencieux d'échappement ;
- protection de la zone d'écorçage : non réalisée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de l'évolution de la situation du site depuis l'étude acoustique, l'exploitant met à jour les priorités d'actions : il établit un programme détaillé avec des échéances de réalisation en vue de la rédaction d'un arrêté de prescriptions spéciales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques, poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.4 et 6

Thème(s) : Risques chroniques, Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

3.4 :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.

6.1.1 :

Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions [...]

Les installations comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières...) sont équipées de dispositifs de captation et de dépoussiérage des effluents gazeux.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci.

6.2 (a) :

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm^3 dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air. Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.

Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de $150 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ de poussières.

Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ de poussières.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant a renforcé le mur fragilisé de la case gauche du stockage des poussières fines. Il indique procéder à des enlèvements de déchets réguliers (toutes les 2 semaines).

Pour réduire les envols de poussières fines de bois, l'inspection a constaté que l'exploitant a procédé à la fermeture des silos à sciure : mise en place de bâches (à compléter sur un coin) et renvoi des fines d'échappement du cyclone dans le silo.

Il indique programmer la réalisation de mesures de rejets de poussières au premier trimestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise la fermeture des silos à sciure et en transmet le justificatif à l'inspection. Il réalise une mesure de rejets atmosphériques sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.
Constats : Une quantité importante de résidus et de poussières est constatée dans les ateliers, sous certains équipements ou surfaces horizontales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant renforce le nettoyage dans les zones difficiles d'accès et met à jour les procédures correspondantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois